



6 mars 2026

Trump II et la normalisation de la prédation extractiviste

Le second mandat de Trump entérine le basculement du « pacte vert » vers un « pacte brun », transformant l'extractivisme en principe de gouvernement et en levier central de domination géopolitique. Expansion fossile, contrôle des minéraux critiques, diplomatie coercitive et militarisation des approvisionnements s'y combinent au détriment des souverainetés locales et des équilibres écologiques. Ce tournant met à nu la trajectoire du capitalisme contemporain : une fuite en avant fondée sur l'accumulation maximale, la prédation normalisée et la légitimation du pillage à l'échelle mondiale.

Laurent Delcourt (<https://www.contretemps.eu/author/laurent-delcourt/>)



Le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche marque moins une rupture qu'une clarification brutale. Là où le « pacte vert » – déjà fragile, contradictoire et largement capturé par les intérêts du capital – prétendait concilier croissance, transition énergétique et verdissement de l'économie, Trump II acte un basculement sans fard vers un « pacte brun » : la combustion généralisée, l'extractivisme sans frein et le pillage assumé s'y affirment comme les **principes structurant de son action nationale et internationale, désormais débarrassée de tout vernis de durabilité**. L'emblématique slogan de la droite républicaine, « *Drill, baby, drill* », ressuscité par le président étatsunien[1], résume à lui seul cette inflexion : forer, encore et toujours, jusqu'à la dernière goutte de pétrole, jusqu'au dernier gramme de minerai, jusqu'aux derniers espaces non-marchandisés.

Derrière le rejet ostentatoire des réglementations socio-environnementales et l'effacement du terme même de « climat » du discours présidentiel se dessine une stratégie politique et économique cohérente, à laquelle la nouvelle *Stratégie de sécurité nationale*, publiée en décembre 2025, donne une traduction programmatique. L'énergie et les ressources naturelles y sont explicitement érigées en instruments de puissance, dans un contexte de rivalités géopolitiques exacerbées, de recomposition des rapports de force internationaux et de réaffirmation des sphères d'influence – avec le *containment* de la Chine comme horizon stratégique ultime.

Dans cette perspective, le négationnisme climatique de l'administration Trump ne relève ni de l'aveuglement idéologique, ni de la simple provocation. Il s'inscrit dans un projet structuré : celui d'un extractivisme expansif revendiqué, qui articule étroitement politique intérieure et projection de puissance, diplomatie coercitive et sécurisation – sinon militarisation – des approvisionnements stratégiques, logique néocoloniale et prédation écologique. L'effacement de l'enjeu climatique n'est pas une omission : il est la condition même d'un impérialisme territorialisé renouvelé, dans lequel l'État ne se contente plus d'arbitrer les flux du capital et du commerce, mais intervient directement pour redessiner les frontières de sa domination et relancer, sous des formes contemporaines, les logiques d'accumulation primitive propres à l'extractivisme (Madriz, 2025).

Pour aller plus loin

|

« Le capitalisme est un cannibalisme », de Nancy Fraser. Une discussion approfondie (<https://www.contretemps.eu/capitalisme-cannibalisme-nancy-fraser-discussion/>)

« *Drill, baby, drill* » : l'extractivisme comme régime de puissance

En janvier 2025, Donald Trump inaugure son second mandat en proclamant un état d'urgence énergétique national. Bien plus qu'un acte symbolique, cette décision donne le coup d'envoi à une offensive totale mêlant démantèlement des régulations socio-environnementales et relance effrénée de la production fossile. Forages offshore, exploitation d'hydrocarbures non conventionnels, multiplication des terminaux d'exportation de gaz naturel liquéfié : l'ensemble de l'appareil énergétique est réorienté vers un horizon unique, celui de la domination énergétique des États-Unis.

De façon délibérée, cette stratégie renverse le Green New Deal de l'administration Biden, moins sur le plan matériel – les années démocrates ayant été marquées par un nombre record de permis d'extraction – que sur le plan politique et discursif. Là où les démocrates enveloppaient l'extractivisme d'un vernis de transition écologique, Trump le dépouille de tout alibi. La promesse est brutale et explicite : faire baisser les prix de l'énergie pour l'électorat populaire et les entreprises, restaurer la rentabilité du secteur fossile et réaffirmer la place de l'énergie comme levier central de puissance géopolitique.

L'état d'urgence énergétique ne se limite toutefois pas à un retour en force des hydrocarbures. Il s'inscrit dans un double mouvement complémentaire : d'un côté, l'expansion sans frein de la production fossile – « *drill, baby, drill* » – en doublant les exportations de gaz naturel et en démantelant, dans le même temps, les politiques de soutien aux véhicules électriques et à l'éolien offshore ; de l'autre, la sécurisation agressive de l'accès aux minéraux critiques – lithium, cobalt, nickel, cuivre, terres rares – indispensables aux technologies de la transition, à l'industrie numérique et au complexe militaro-industriel. L'objectif est clair : réduire la dépendance des Etats-Unis et devancer la Chine dans la maîtrise des chaînes d'approvisionnement stratégiques.

De fait, cette orientation combine à la fois continuité et rupture avec l'ère Biden. Continuité, d'abord, dans la mesure où les investissements massifs dans les énergies renouvelables reposaient déjà sur une intensification de l'extraction minière et l'extension des frontières extractives. Rupture, ensuite, parce que Trump acte explicitement un rejet frontal des enjeux environnementaux, qui ne sont plus conçus comme des contraintes à aménager, mais comme des obstacles à éliminer. En érigeant l'écologie en ennemi intérieur, il s'impose ainsi comme la figure de proue d'un « populisme extractif » fondé sur l'instrumentalisation des frustrations sociales et la disqualification de la transition énergétique, présentée comme élitiste et responsable de la hausse du coût de la vie[2].

Ce cadrage idéologique ne relève toutefois pas seulement d'une stratégie de politique intérieure. Il s'inscrit, plus nettement que sous l'administration Biden, dans un projet de puissance à vocation expansionniste. Comme le souligne Thea Riofrancos, l'extractivisme ne se réduit pas à une juxtaposition d'opérations sectorielles, mais constitue un régime politique et économique fondé sur l'échange inégal, la hiérarchisation des territoires et l'externalisation massive des coûts sociaux et environnementaux (2025). Trump II en offre une illustration paradigmatique : la transition énergétique n'est pas complètement abandonnée, mais reconfigurée comme instrument de domination, subordonnée aux impératifs de puissance et vidée de toute ambition écologique. L'extractivisme trumpien prend ainsi la forme d'un impérialisme décomplexé, articulant sécurisation coercitive des ressources, expansion des zones d'influence et prédation écologique.

Et cette dynamique est aujourd'hui accentuée par l'essor de l'intelligence artificielle et des infrastructures numériques, dont les besoins énergétiques explosent. Centres de données, réseaux et complexe militaro-industriel sont en train de transformer la tech – longtemps présentée comme solution – en gouffre énergétique qu'il s'agirait de combler au plus vite. Dans ce contexte, le ralliement massif des géants de la Silicon Valley à Trump ne relève pas du hasard : l'accès garanti à une énergie bon marché, aux minerais critiques et la dérégulation du secteur deviennent les conditions de la suprématie technologique et géopolitique des États-Unis, au prix d'un approfondissement des asymétries globales.

Un impérialisme extractif décomplexé : coercition économique, accords asymétriques et sécurisation agressive des ressources

Loin donc de se cantonner au territoire étasunien, l'extractivisme trumpien entend s'exporter et imposer sa logique de prédation aux échelles régionale et mondiale. Chaque relation bilatérale – diplomatique, financière ou sécuritaire – prend la forme d'une transaction agressive conditionnée à l'accès aux ressources naturelles. Droits de douane punitifs, sanctions économiques, accords asymétriques, chantage à l'aide : l'arsenal déployé par l'administration Trump s'inscrit dans une véritable économie politique de la contrainte, où puissance et prédation se confondent pour remodeler les rapports de force mondiaux.

Les accords conclus avec le Pakistan, l'Ukraine, l'Argentine, le Cambodge ou la Malaisie révèlent pleinement cette logique[3]. Tous suivent un schéma similaire: sous couvert de « partenariats stratégiques » ou de programmes de stabilisation macroéconomique (aide financière accordée à l'Argentine de Milei, notamment), ils organisent la captation directe des ressources – minerais critiques, hydrocarbures, terres rares – tout en cantonnant les pays fournisseurs à des positions subalternes dans les chaînes de valeur mondiales. Les investissements promis restent conditionnels et se concentrent presque exclusivement sur l'extraction et les infrastructures d'exportation, rarement sur l'industrialisation locale, consolidant ainsi un contrôle structurel durable sur les territoires et leurs richesses (Madriz, 2025; Public Citizen, 2025).

Il ne s'agit pas de partenariats fondés sur le développement ou le partage des bénéfices, mais d'un véritable dispositif de domination au travers d'accords inégaux qui bloquent toute montée en gamme industrielle, toute politique ambitieuse de contenu local et toute souveraineté réelle sur les ressources[4]. Dans ces cas précis, le pouvoir ne s'exerce plus par l'occupation territoriale directe, mais par la maîtrise des flux – minerais, capitaux, technologies, devises. À bien des égards, cet impérialisme contemporain n'a plus besoin d'invasion: il lui suffit de contrôler l'accès aux marchés, aux financements et aux infrastructures stratégiques (Ibid.).

Dans la perspective trumpienne, les conflits eux-mêmes deviennent à la fois prétexte et levier d'accumulation extractive. En Ukraine, l'aide militaire et financière étatsunienne est explicitement conditionnée à un accès préférentiel aux ressources stratégiques du pays. La reconstruction promise ne vise pas le développement, mais une reconfiguration extractive sous tutelle, intégrant l'économie ukrainienne aux chaînes de valeur étatsuniennes selon une logique de dépendance durable (ibid.). Comme le résume Madriz, « *pour l'administration Trump, la solidarité avec Kiev n'est rien d'autre qu'une opportunité commerciale, évaluée à l'aune du contrôle des ressources naturelles* » (2025).

De même, en République démocratique du Congo, la diplomatie de la paix et les initiatives de stabilisation régionale servent de paravent à la sécurisation des approvisionnements. Les discours officiels sur la gouvernance ou la protection des populations civiles coexistent avec une réalité bien plus brutale: l'instabilité chronique devient une condition fonctionnelle pour accéder à bas coût aux ressources stratégiques. Pour de nombreux analystes critiques, la logique est claire: il s'agit moins d'instaurer la paix que d'étendre une mainmise sur les territoires sous couvert de stabilité. La pacification cesse d'être une fin en soi: elle devient un instrument – pacifier pour extraire, sécuriser pour accumuler (Madriz, 2025; Oakland Institute, 2025).

L'intervention militaire au Venezuela en janvier 2026 marque une escalade supplémentaire. Sous couvert de lutte contre le narcotrafic, elle révèle l'ambition des États-Unis de faire main basse sur les plus vastes ressources énergétiques du continent tout en neutralisant toute influence non occidentale dans la région. Plus largement, cette opération s'inscrit dans la réactivation, sous des formes contemporaines, de la

doctrine Monroe, visant à asseoir l'hégémonie américaine sur l'hémisphère occidental (Delcourt, 2025). La sécurité invoquée fonctionne ici comme un langage de légitimation, masquant une reconfiguration autoritaire des rapports de force régionaux et une subordination accrue du Venezuela aux priorités stratégiques de Washington. Elle vaut aussi comme un avertissement aux autres pays de la région, rappelant que toute velléité d'autonomie stratégique s'expose à des formes renouvelées de coercition.

Groenland et fonds marins : nouvelles frontières de l'impérialisme extractiviste trumpien

Les visées de Trump sur le Groenland s'inscrivent pleinement dans cette logique de domination hémisphérique. Derrière la remise en cause explicite de la souveraineté danoise se profile une stratégie claire : sécuriser l'accès aux ressources naturelles de l'île et renforcer le contrôle géopolitique d'un espace rendu stratégique par le réchauffement climatique et l'ouverture progressive des routes arctiques. Le Groenland apparaît ainsi comme une nouvelle frontière de l'extractivisme impérial, appréhendé avant tout comme territoire-ressource et point d'appui militaire potentiel. À l'instar d'autres régions riches en matières premières, le pays est intégré à une cartographie mondiale de la prédation, où la souveraineté devient conditionnelle, subordonnée aux impératifs de la puissance étatsunienne, au mépris des équilibres écologiques et des droits des populations locales.

Mais l'offensive extractive des États-Unis ne se limite plus aux continents : elle s'étend désormais aux océans. En avril 2025, Donald Trump a ordonné par décret d'accélérer la délivrance de permis d'exploration et d'extraction dans les eaux territoriales et internationales, défiant ouvertement l'Autorité internationale des fonds marins des Nations unies. Les nodules polymétalliques des grands fonds – riches en manganèse, nickel, cobalt et cuivre et dont la valeur est estimée à 300 milliards de dollars sur dix ans – apparaissent ainsi comme le nouveau butin d'un impérialisme en quête de territoires vierges, destiné à renforcer la position dominante des États-Unis tout en limitant toute avancée chinoise sur ce front extractif (Madriz, 2025).

Cette fuite en avant illustre bien la dimension profondément écocidaire du « pacte brun » : des écosystèmes parmi les plus fragiles et les moins connus de la planète sont livrés à une exploitation industrielle aux conséquences potentiellement irréversibles, la rivalité stratégique servant de justification ultime - être « en avance » à tout prix, quitte à sacrifier les derniers biens communs de l'humanité.

Le capitalisme contemporain mis à nu

Dans la recomposition actuelle des rapports de force internationaux, Trump II n'est pourtant ni une anomalie, ni une parenthèse: il incarne plutôt une phase avancée du capitalisme contemporain – ce « capitalisme de la finitude » décrit par Arnaud Orain (2025, 2026) – où la conscience des limites planétaires ne freine plus l'accumulation, mais en radicalise les formes les plus dévastatrices. La crise écologique cesse d'être une contrainte: elle devient un accélérateur de la course aux ressources.

Dans un monde perçu comme fini – où énergie, minerais, terres et eau ne suffiraient pas à tous – la répartition des ressources ne peut plus être laissée au marché. Elle devient un enjeu de contrôle politique et stratégique, impliquant contrainte, pression diplomatique ou prédation directe. Comme le souligne Orain, ce capitalisme fonctionne désormais en « silos impériaux », chaque bloc verrouillant ses flux vitaux au détriment de la coopération, du droit international et du multilatéralisme.

La politique extractiviste de Trump II – où s'opère une fusion quasi totale entre impérialisme et intérêts du capital – s'inscrit pleinement dans cette logique. La contrainte environnementale n'a plus à être contournée ni masquée : elle justifie l'accélération de l'extraction, l'intensification des rivalités territoriales et la militarisation des approvisionnements. Là où le Pacte vert tentait encore d'euphémiser cette dynamique, le Pacte brun en embrasse pleinement la brutalité.

Trump ne promet pas de transformer: il promet de prendre. Face à l'épuisement des ressources, au ralentissement de la croissance et aux tensions géopolitiques et technologiques, le capital n'a plus besoin de se parer de vertus écologiques. Il abandonne le langage de la durabilité et fait de la prédation le principe organisateur du pouvoir, structurant les stratégies économiques, géopolitiques et militaires de l'ère Trump II.

Résister à la logique du pillage généralisé

Cette normalisation de la prédation extractiviste marque, à l'évidence, un basculement majeur. En élevant l'accaparement des ressources – y compris les hydrocarbures – au rang d'impératif de sécurité nationale, la politique de Trump ne se limite pas à rompre avec les engagements climatiques: elle délégitime toute régulation socio-environnementale. Seuls les intérêts géopolitiques prévalent désormais, justifiant l'intensification des pressions sur les pays périphériques et l'ouverture de nouveaux fronts extractifs dans des espaces particulièrement vulnérables, comme les océans, au risque d'aggraver la crise écologique.

Et cette dynamique – qui dépasse de très loin le cadre états-unien – mine en profondeur les normes internationales, intensifie la concurrence entre territoires et renforce les pressions sociales et environnementales à l'échelle mondiale. L'accès aux ressources cesse d'être un enjeu de régulation collective: il devient un rapport de force à sécuriser. L'Europe n'y échappe pas. Les récentes attaques de la droite et de l'extrême droite contre le devoir de vigilance ne visent-elle pas à affaiblir les standards sociaux et environnementaux susceptibles de contraindre les activités extractives des opérateurs européens ?

Dans ce contexte, l'illusion d'un « capitalisme vert » soutenable se dissipe. La transition dominante ne rompt pas avec l'extractivisme : elle en étend les frontières et en externalise les coûts vers les territoires les plus exposés. Le « pacte brun » en constitue l'aboutissement : lorsque les contradictions du système se durcissent, le langage de la durabilité s'efface au profit d'une prédation sans limite.

Le défi est aujourd'hui de taille. Et il est fondamentalement politique. Il s'agit de reprendre le contrôle collectif des ressources, d'imposer des régulations contraignantes et de construire des alternatives fondées sur la justice sociale, la souveraineté des peuples et la préservation des écosystèmes. Face à un capitalisme à la fois prédateur et écocide, seule la convergence des luttes – locales et internationales – peut faire obstacle à cette trajectoire de destruction généralisée.

Bibliographie

Delcourt Laurent (2025), « Retour de la politique du gros bâton et doctrine Monroe 2.0 », in *Démocratie*, avril.

Madriz Johan (2025), « Trump y la lógica del despojo : petróleo, minerales y geopolítica imperial », *Izquierda Web*, 3 octobre.

McGowan Abi et Ferragamo Mariel (2025), « Behind Trump's Peace Efforts: A Strategic Focus on Critical Minerals », *Council on Foreign Relations*, 15 décembre.

Oakland Institute (2025), *Shafted. The scramble for critical minerals in RDC*, <https://www.oaklandinstitute.org/sites/default/files/2025-10/shafted-scramble-for-critical-minerals-drc.pdf> (<https://www.oaklandinstitute.org/sites/default/files/2025-10/shafted-scramble-for-critical-minerals-drc.pdf>)

Orain Arnaud (2025), *Le monde confisqué : Essai sur le capitalisme de la finitude (XVIe-XXIe siècle)*, Paris, Flammarion.

Orain Arnaud (2026), « Le néocolonialisme des Etats-Unis est un aveu de faiblesse », *Le Monde*, 15 janvier.

President of the United States (2025), *National Security Strategy*, novembre, <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2025/12/2025-National-Security-Strategy.pdf> (<https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2025/12/2025-National-Security-Strategy.pdf>)

Public Citizen (2025), *Trump's U.S.-Malaysia Deal: Cementing Extractivist Colonialism*, décembre.

Riofrancos Thea (2025), *Extraction: The Frontiers of Green Capitalism*, W.W. Norton & Company. Wheeler Andrew, Babbitt Paul et Rindfuss Peter (2025), « Trump Administration Accelerates Critical Minerals Strategy with \$10 + Billion in New Deals », *Holland & Hart*, 11 novembre, <https://www.hollandhart.com/trump-administration-accelerates-critical-minerals-strategy-with-10-billion-in-new-deals> (<https://www.hollandhart.com/trump-administration-accelerates-critical-minerals-strategy-with-10-billion-in-new-deals>)

Notes

[1] Apparu dans les rangs républicains en 2008, ce slogan avait été mis en sourdine suite à la catastrophe écologique majeure causée par l'explosion de la plateforme pétrolière *Deepwater Horizon* dans le golfe du Mexique en avril 2010.

[2] Le terme « populisme extractif » désigne des stratégies politiques qui légitiment l'exploitation intensive des ressources naturelles au moyen d'une rhétorique populiste opposant le « peuple » aux élites, aux experts et aux mobilisations écologistes. L'extraction y est présentée comme un levier de prospérité, de bien-être ou de sécurité nationale, tandis que les régulations environnementales et sociales sont contournées, affaiblies ou démantelées, au besoin par des dispositifs coercitifs et la désignation d'ennemis intérieurs ou extérieurs. Voir l'entrée « Extractive Populism » dans *European Centre for Populism Studies* (https://www.populismstudies.org/Vocabulary/extractive-populism/ (https://www.populismstudies.org/Vocabulary/extractive-populism/))

Direction de la

Publication : *Annuaire de la Géographie*, ISSN : 2496-1546

[3] Pour un aperçu de l'ensemble des accords de ce type signés par l'administration Trump en 2025, voir Public Citizen (2025), McGowan et Ferragamo (2025), Madriz (2025) et Wheeler, Babbitt et Rindfuss (2025).

[4] Pour une analyse détaillée des accords conclus avec la Malaisie, voir Public Citizen (2025)